



# Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

**Dossier :**  
**La Région,**  
**en première ligne**

**p.7 à 10**

**Jeunesse**

# Écouter l'avenir !

• **USA**

**Pays déchiré p.5**

• **Livre**

**Richesse de l'apport communiste p.13**

2€ - N°3867 - Semaine du 5 au 11 février 2021



***Vous avez dit...  
Ambroise Croizat ?***



Voilà 120 ans, le 28 janvier 1901, naissait Ambroise Croizat dont le nom reste indissociablement lié à la création de la Sécurité sociale, du moins pour celles et ceux qui connaissent l'histoire réelle de notre pays. En effet, celui qui fut le principal bâtisseur d'une des avancées sociales majeures de l'après-guerre, syndicaliste, communiste, ministre, est systématiquement oublié par une certaine histoire et par les tenants du libéralisme. Pour ces derniers, la Sécurité sociale est un frein car son budget échappe aux lois du marché. Aussi, les gouvernements qui se sont succédé n'ont-ils eu de cesse d'attaquer ce qui est un formidable filet de protection, un droit pour toutes et tous.

Aujourd'hui, des personnalités, universitaires, élu.es, syndicalistes, politiques... ont lancé une pétition pour demander au président de la République qu'Ambroise Croizat entre au Panthéon. Une initiative qui permet non seulement de rendre justice à un homme, à son apport décisif, de restituer l'histoire dans toutes ses dimensions et dans ce qu'elle nous enseigne pour le présent.

En cette période de crise sanitaire il est particulièrement pertinent de rappeler ce que représente la Sécurité sociale : un système solidaire et équitable à même d'aider à affronter les risques d'explosion de la précarité générés par la Covid et aux défis de l'accès aux soins.

Il est d'autant plus rageant de constater à quel point, dans notre pays, la santé des populations est dans une totale dépendance à l'égard du privé et des politiques libérales. On le voit avec la misère des hôpitaux ; on le voit pour les vaccins, les traitements, les tests, les laboratoires touchent le jackpot. Alors qu'on a les moyens de vacciner, de traiter... Reconquérir les principes fondamentaux de la Sécurité sociale, c'est à dire l'universalité, la solidarité, la répartition, la globalisation des risques, permettrait de faire sauter bien des verrous.

C'est l'immense enjeu du moment.

## L'actu vue par

**Plan "France Relance" : 470 milliards aux grandes entreprises, rien pour les universités...**



## Numéro spécial du Travailleur Catalan

Au fil des 44 pages du numéro spécial pour le centenaire du PCF, le lecteur pourra étudier une chronologie succincte des cent ans d'activités du PCF. Il trouvera des rappels historiques sur quelques grands moments de la vie du Parti communiste, des portraits de militantes et de militants, des témoignages d'adhérents anciens ou nouveaux... S'y ajoutent des analyses des évolutions stratégiques du PCF, des combats qu'il a menés et qu'il mène encore pour la paix, la liberté, de ses relations avec le monde de la culture, ou de la place des femmes dans ce parti.

### Bon de commande

Nom et prénom : .....

Adresse : .....

Je commande ..... exemplaires du numéro spécial « Cent ans du PCF ».

Je joins un chèque de : 5 € x ..... = ..... €

à l'ordre du Travailleur Catalan.

A retourner avec le chèque à :  
Le Travailleur Catalan, 44 avenue de Prades,  
66000 – PERPIGNAN.

**Au prix de 5 €, ce numéro spécial est en vente en kiosque, auprès de militants communistes ou au siège du journal.**



<b>Le Travailleur Catalan</b> 44 av. de Prades - 66000 Perpignan Tél. 04 68 67 00 88 - mail : letravailleurcatalan@letc.fr Site : www.letc.fr Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 / N° ISSN 1279-2039	<b>Gérante :</b> Eulalie Arabia <b>Directeur de publication :</b> René Granmont <b>Administrateur :</b> Remi Cathala <b>Conception :</b> Priscilla Beauclair <b>Une :</b> © prostooleh - fr.freepik.com	<b>Illustrations :</b> © Delgé <b>Impression :</b> Imprimerie Salvador 33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France) <b>Webmaster :</b> Priscilla Beauclair / Dominique Gerbault <b>Publicité :</b> Richard Siméon
---	---	---



## Journal Le Travailleur Catalan

### Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER	FORMULE HEBDO NUMÉRIQUE ET PAPIER
<input type="checkbox"/> 6 mois : 40€ <input type="checkbox"/> 1 an : 78€	Site+papier <input type="checkbox"/> 1 an : 100€    Site <input type="checkbox"/> 1 an : 66€

Nom, prénom : .....

N°..... Rue, bd, ave., etc. : ..... Nom de la voie : .....

Code postal ou cedex : ..... Ville : .....

Mail : ..... Tél : .....

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr  
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

# La crise sanitaire, une aubaine pour les réformes libérales

**Éducation.** Jean-Michel Blanquer n'en finit pas de réaliser les rêves récurrents des ministres de l'Éducation Nationale grâce à la crise sanitaire.

On avait bien compris, avec sa réforme du lycée puis du bac, l'idéologie libérale de Jean-Michel Blanquer : mise en concurrence entre établissements et entre disciplines, parcours individualisés des élèves, spécialisation précoce, introduction du contrôle continu dans la note finale à hauteur de 10%, évaluation permanente des élèves, etc. La perspective d'un nouveau confinement a eu raison de son entêtement à maintenir les épreuves communes en mars. Mais au lieu de les reporter en juin, il décide tout d'un coup que ces épreuves communes n'auront pas lieu et seront remplacées par les notes du contrôle continu qui va donc constituer non plus 10 mais 30% de la note finale. Un pas vers un bac local inégalitaire. Quant au Grand oral, pierre angulaire de sa réforme du bac - qui n'évalue pas les apprentissages mais la capacité du candidat à faire bonne impression-, il est maintenu du 21 juin au 2 juillet.

## Télétravail et redéfinition des missions

Le premier confinement lui avait per-



mis de promouvoir l'enseignement en distanciel, deuxième rêve récurrent des ministres de l'Éducation. Il a pourtant été prouvé que sa mise en place avait creusé les inégalités entre élèves, alourdi les conditions de travail des enseignants et permis l'immixtion du privé dans l'école.

Le Grenelle de l'Éducation n'a non seulement pas revalorisé le salaire des enseignants (seulement 31% ont bénéficié d'une aumône) mais a servi à transformer les missions des

enseignants par le truchement d'un nouveau référentiel du métier. De nouvelles missions réglementaires seront accordées à « certains » professeurs par le chef d'établissement ou le rectorat, récompensées par une « indemnité, pour mission particulière ».

## Autres projets libéraux

Parmi l'abandon d'une Éducation nationale - liste non exhaustive -, on peut citer la mise en place d'un dispositif « Sport, santé, culture et civisme » (2S2C) visant à accueillir les élèves qui ne seraient ni en classe ni en télétravail. Pour le SNEP, syndicat majoritaire des professeurs d'Éducation physique et sportive (EPS), « ce dispositif vise à remplacer l'EPS par des clubs sportifs ».

Mais il reste bien d'autres choses dans les cartons : mise en place de Contrats locaux d'accompagnement pour financer l'éducation prioritaire, transfert des assistantes sociales scolaires aux collectivités territoriales et retour d'un « dépistage » de la délinquance dès l'âge de trois ans !

Toutes ces « bonnes idées » ne sont pas nouvelles. Pour ne citer que lui, Allègre voulait déjà, dès 1998, imposer des parcours individualisés, valoriser les profs « méritants », donner plus de pouvoir et d'autonomie aux chefs d'établissements, etc. Lui n'a pas réussi et a même mal fini. Blanquer est en passe de réussir. A moins que ...



A.-M. Delcamp

# Témoignages de lycéennes et de lycéens

## Paloma, en terminale au lycée de Céret

« Les terminales sont en présentiel, avec une scolarité « presque » normale, si ce n'est qu'on n'a pas eu de bac en première. On s'est préparés longtemps, et puis rien !

Aujourd'hui, on ne sait pas si on va passer le grand oral et la philo. C'est stressant.

On vient d'apprendre que les épreuves de spécialité seront en contrôle continu. Les profs semblent soulagés, mais on peut échouer. C'est source d'inégalités, les profs ne notent pas de la même manière.

On n'a pas trop de dialogue à ce sujet, sauf en espagnol, où la prof a organisé un débat.

En géopolitique, on débat beaucoup. Ça fait réfléchir, on est plus matures. Beaucoup d'incertitudes, de questionnements, ce n'est pas très clair.

L'avenir m'inquiète, l'an prochain à la fac, c'est un enjeu important. J'ai peur du distanciel à l'université. Les étudiants se sentent lâchés, un peu à l'abandon.

Le gouvernement fait n'importe quoi. On en discute beaucoup. On n'est pas d'accord avec les décisions. Mais on va s'en sortir ! »

## Mathis, en première au lycée de Roussillon (38)

« On alterne chaque semaine présentiel et distanciel, C'est un entre-deux avec la pandémie qui est là. Ce serait beaucoup plus dur si le lycée fermait.

Pour la scolarité ce serait mieux d'aller au lycée chaque semaine, pour la pandémie c'est mieux entre-deux. Je vois moins mes potes, ça me dérange un peu, mais je suis solitaire.

En distanciel, c'est plus compliqué, exemple en maths, si je ne comprends pas, je ne peux pas poser la question en direct. Je suis bloqué. En anglais c'est plus simple, je trouve individuellement.

Notre prof d'espagnol dit que ça va faire une génération plus autonome. Mais c'est plus inégalitaire, il faut avoir les outils informatiques, une bonne connexion. Selon le niveau de chacun avant, ça creuse les écarts. On est obligés de travailler plus régulièrement. Ça me motive pour avoir des bonnes notes.

L'ambiance du lycée s'est améliorée. On communique plus dans le groupe classe, on aide les autres.

Cette crise, c'est du négatif dans la vie personnelle et sociale, mais elle a créé une cohésion. Beaucoup de personnes qui ont réussi se sont confrontées à des difficultés. On profite d'une crise si on a un esprit assez fort. J'ai toujours vu le verre à moitié plein !

Je garde un œil extérieur. Je prends les infos. Des choses pouvaient être mieux gérées, mieux anticipées. Je n'ai pas peur, mais on avance dans le noir, on ne peut pas se projeter. À 16 ans, ça peut couper des ponts, c'est plus dur de voir le positif sur l'avenir. »

Propos recueillis par E. Bordet

# Pour des états généraux de l'éducation

**Appel.** Alors que s'accroissent les inégalités, enseignants et pédagogues de la maternelle à l'université, lancent un appel pour une « école ambitieuse » et une « culture commune ».

Après avoir fait le constat que la politique scolaire de Jean-Michel Blanquer est incapable de rendre effective l'égalité de réussite qu'elle promet, mais, qu'au contraire, tout converge vers une croissance des inégalités (insuffisance des moyens du service public, soutien à l'école privée, appui aux start-up de l'éducation, délégation de la formation professionnelle au privé), l'appel signé par des dizaines d'enseignants et de pédagogues relève que « c'est bien l'école unique, laïque et gratuite qui est menacée et ses valeurs d'égalité d'accès aux savoirs et à la culture commune, au profit d'une éducation à plusieurs vitesses. »

A contrario, les signataires affirment « que tous les élèves sont capables de réussir ensemble, mais pas à n'importe quelles conditions: il faut construire une école commune pensée pour les enfants qui n'ont qu'elle pour réussir ».



Manifestation du corps enseignant à Perpignan le 26 janvier, répondant à l'appel national #plandurgencepourlecole.

## Des débats à mener

Dans cette optique, ils estiment « indispensable de donner à l'école les moyens dont elle a besoin », tant au niveau des personnels qu'à celui des locaux ou du matériel. « C'est à l'État d'apporter à l'école les moyens supplémentaires dont elle a besoin, dans un cadre national. » Et ces moyens matériels ne suffisant pas, l'appel souligne les besoins de formation initiale et continue pour les enseignants, l'exigence de leur donner du temps pour se concerter, la nécessité d'élaborer de nouveaux programmes avec ceux qui les enseignent.

Aussi, les signataires appellent-ils à l'organisation « d'états généraux de l'éducation afin, non seulement

d'analyser le présent pour mieux le comprendre et mieux y résister, mais aussi de poursuivre la réflexion déjà largement engagée pour construire une école commune réellement émancipatrice et démocratisante ».

Au-delà de son opposition aux politiques menées par Emmanuel Macron et Jean-Michel Blanquer, l'appel veut « proposer au pays des perspectives de transformation du système d'enseignement qui répondent simultanément aux besoins de la société et aux questions que nous posent les nouvelles générations, des plus désespérées aux plus mobilisées ».

René Granmont

Site: [etatsgeneraux.carnetsrouges.fr](http://etatsgeneraux.carnetsrouges.fr)



## Pas de profit sur la pandémie

**Vaccins.** Les grandes multinationales pharmaceutiques ne devraient pas faire de profit sur cette pandémie, au détriment de la santé des gens. C'est le sens de l'appel des partis progressistes européens.

Pour gagner contre la pandémie, il est vital qu'un vaccin soit librement accessible à tous. C'est ainsi que la polio a été éradiquée presque partout.

Or les vaccins contre la Covid-19 se développent avec des milliards d'argent public. Mais les entreprises pharmaceutiques décident comme elles le veulent du prix et de l'offre, maximisant ainsi les bénéfices pour les actionnaires.

La présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, avait pourtant promis que le vaccin deviendrait un bien commun.

### Rien pour l'Afrique ?

Si l'Afrique a été relativement épargnée jusqu'ici par la pandémie, plusieurs pays font face à une seconde vague encore

plus virulente avec l'arrivée du variant sud-africain. Quelques pays, comme l'Afrique du Sud, ont négocié avec l'alliance AstraZeneca-Oxford et commandé 1,5 millions de vaccins, mais ils paieront les doses achetées 2,5 fois plus cher que l'U.E. Par ailleurs, le président de l'Union africaine a commandé 270 millions de vaccins pour renforcer le dispositif Covax qui prévoit de vacciner 10% de la population du continent.

Alors que l'Afrique peine à recevoir des vaccins, le Canada a commandé 3 fois plus de vaccins que nécessaire et l'Europe 2 fois plus.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a déploré « l'échec de la solidarité » dans la vaccination en cours dans le monde, « c'est un succès pour la science, mais un échec pour la soli-

darité » Le patron de l'OMS a fustigé la ruée sur les vaccins des pays riches aux dépens d'une Afrique oubliée : « Le nationalisme vaccinal nous fait du mal à tous, et est contre-productif ».

### #Right2Cure

C'est pourquoi le groupe de gauche au Parlement européen, divers partis de gauche – dont le PCF – et des associations de toute l'Europe ont lancé une initiative citoyenne européenne avec la pétition en ligne #Right2Cure pour qu'Ursula von der Leyen tienne la

promesse d'un accès universel aux traitements en faisant des vaccins anti-Covid-19 un bien commun, en refusant que les contrats conclus par les autorités avec les entreprises pharmaceutiques restent secrets, en interdisant aux grandes multinationales pharmaceutiques de privatiser des technologies de santé. Il s'agit de briser le système de brevet qui place les intérêts des actionnaires au-dessus des vies humaines, et de construire un véritable droit à la santé pour tous.

R.G.

### Qu'est-ce qu'une ICE ?

Les citoyens de l'Union européenne ont le droit de s'adresser directement à la Commission européenne via une initiative citoyenne européenne (ICE) afin de proposer une modification législative concrète. Pour qu'une ICE soit prise en considération par la Commission, l'Initiative doit récolter un million de signatures à travers l'UE.

# Montagnes russes états-uniennes

**USA-Analyse.** Les élections américaines ont fait trembler le monde. La première puissance mondiale traverse une crise sans précédent.

**A**près l'incroyable spectacle du Capitole investi par les nazillons de Trump déguisés pour un bal costumé morbide, la stabilité est enfin revenue lors de l'investiture de Joe Robinette Biden, nouveau président des USA. Les médias français applaudissent le discours apaisant d'un président élu de justesse et contesté par un partant contestable. On l'a échappé belle ? Oui.

## Un pays déchiré et déchirant

Ce pays vit une crise aux multiples visages ; il en renvoie les embruns au monde entier sur un fond de crise économique et sociale sans précédent. Sur ce terreau, les dérives ouvertement fascistes flattées par Trump s'expriment sans retenue et la police d'État réagit très mollement aux excès de zèle des

partisans de l'Amérique « blanche » pendant que les parents pauvres du rêve américain sont soumis à des répressions quotidiennes.

Les fractures du passé rejaillissent à un moment où la « plus puissante démocratie du monde » a montré son extrême faiblesse dans le traitement de la crise sanitaire tout en imposant son marché lucratif de la santé aux pays développés et en oubliant les autres.

À ce jour, les 400 000 morts de la covid représentent 100 000 de plus que ceux de la Seconde guerre mondiale. Le modèle libéral bat de l'aile avec des conséquences abyssales sur le taux de chômage et le rebondissement de la pauvreté au point que le président parle de « reconstituer la classe moyenne ».

## La croisée des chemins

Joe Biden est soutenu par les champions de la haute finance qui naviguent toujours entre deux eaux, celle du soutien aux dictatures et celle de la pondération quand les choses vont trop loin. Mais il est soutenu aussi, faute de mieux, par ceux qui veulent que leur pays sorte des règles imposées du capitalisme et ont pesé pour que soit écarté « le fou ».

Le programme du nouveau président laisse une marge d'espoir de justice d'un côté tout en ménageant les prédateurs de l'autre. Dans ce sens « les aspirations portées par une nouvelle gauche progressiste avec Bernie Sanders et les socialistes démocrates d'Amérique (DSA) ou par le mouvement Black Lives Matters suscitent l'espoir d'une sortie par le haut de cette crise », indique Fabien Roussel pour le PCF. Il faudra bien que la nouvelle administration fasse des concessions à l'aspiration de justice. Et ces concessions seront liées à un rapport de forces, y compris dans le traitement des rapports avec les autres pays. Dans ce sens, les Cubains, les Vénézuéliens, les Russes et les Chinois, pour ne citer qu'eux, attendent des signes d'apaisement dans une guerre économique et idéologique implacable qui met en danger la paix.

La suite n'est pas écrite. Les USA n'ont pas fini de vouloir nous imposer les montagnes russes de leurs crises. Il serait judicieux de s'en prémunir, ne serait-ce qu'en sortant de l'obsoleète OTAN, vestige peu glorieux d'une guerre froide rebondissante.

Yvon Huet

**Le point sur la situation aux USA avec Bernie :**



## L'assaut du monde rural

**Inde.** Depuis deux mois les paysans indiens se mobilisent contre la libéralisation du secteur agricole mise en œuvre par le Premier ministre. Le 26 janvier, jour de la fête nationale, la mobilisation a pris un nouveau tournant.

**E**n Inde, le Premier ministre d'extrême droite Narendra Modi porte une réforme du monde paysan, qui vise à libéraliser le secteur, notamment en revenant sur l'encadrement des prix de vente des produits agricoles. Une loi, adoptée en septembre dernier, qui vise à attirer plus de multinationales, rencontre une vive opposition. L'Inde étant un pays très rural où près de la moitié de la population vit de l'agriculture, le sujet a très vite catalysé la colère. Les organisations syndicales ont appelé les paysans à converger vers la capitale, New Delhi, pour protester. Ce sont des centaines de milliers de personnes qui ont envahi les abords de la ville, soutenues par la grande majorité de la population indienne. Devant la contestation le gouvernement a été contraint d'opérer un léger recul en gelant la loi pendant 12 à 18 mois. Mais, malgré les concessions faites par certaines centrales syndicales, les paysans n'ont pas bougé, demandant le retrait total de la loi.

En Inde, le 26 janvier est le jour de célébration de l'entrée en vigueur de la constitution. C'est ce jour qu'ont choisi les manifestant pour entrer en tracteur dans New Delhi, en forçant les barrages de police. Ce sont bel et bien des scènes de guérilla urbaine qui ont été observées, faisant



au moins un mort. Le changement de visage de la mobilisation au bout de deux mois d'opposition pacifique peut marquer un tournant. Comment l'ensemble de la population indienne va-t-elle regarder les manifestant.e.s ? Quelle va être la position des centrales syndicales et de l'opposition à Modi ? Comment va répondre le gouvernement indien ? Autant de questions qui laissent incertaine l'issue de la mobilisation paysanne.

Nicolas Carrere

## Venezuela. L'Union européenne lâche Jean Guaidó, président autoproclamé

Le président autoproclamé du Venezuela vient d'essuyer un revers cuisant, un de plus ! Le pantin mis en place par Trump pour renverser Nicolás Maduro, président de gauche légitimement élu par son peuple, a échoué dans sa prise de pouvoir. Les 27 pays de l'Union européenne ne reconnaissent plus Juan Guaidó comme « président par intérim ».

Les tentatives pour renverser Nicolás Maduro n'ont mené à rien. Juan Guaidó n'y est pas parvenu par les urnes, ni par les pressions de la rue avec l'aide de l'étranger, ni en appelant l'armée à se soulever. Même les sanctions économiques imposées par Washington pour empêcher Caracas de vendre son pétrole n'ont pas fonctionné. Même en interne, l'homme n'est plus reconnu comme leader de l'opposition.

Pour combien de temps encore les États-Unis et le Royaume Uni continueront-ils de soutenir Juan Guaidó ? Joe Biden n'a pas encore donné de véritables signes pouvant annoncer un changement.

Dominique Gerbault

## 6 Hommage à Philippe Galano

**De nombreux hommages à Philippe Galano ont continué à arriver au journal, des artistes, de l'amicale des anciens de la guerre d'Espagne en France...**

**Nous en publions quelques-uns**

### De Richard Sanchez

**A**vant c'était la joie, le débat toujours riche, pimenté par ton humour, c'était la fête. Aujourd'hui : non ! La mort est cruelle.

Philippe, tu nous rassembles une dernière fois.

Tu offrais ta main au plus grand nombre, pour lutter, agir, relever les plus hauts défis, au service de l'émancipation de l'humanité, de l'épanouissement de la personne humaine, ce qu'est le communisme.

Tu avais appris à rassembler, à unir. Les différences étaient pour toi une richesse. Dans le combat de classe, dans la défense des plus humbles, pour que les bâtisseurs de culture rencontrent celles et ceux qui en étaient privés.

Il y aura bientôt 18 ans, avec la CGT, à la tête des salariés des ASF, tu manifestais sur la voie publique, au péage de l'autoroute. Contre le bradage de votre entreprise, contre le saccage de vos acquis.

Tu seras licencié avec, par la suite, Jean-Claude Guy, Gérard Gauby et Etienne Martinville qui seront aussi victimes de la haine du patronat, des ordres féroces de Fillon, alors ministre du Travail, crachant sur les décisions du procès qui refuse de vous condamner.

Tu le comprends, la riposte doit prendre une ampleur politique. Avec tes camarades, tu décides d'en appeler à l'opinion publique et de t'adresser à la presse depuis le siège du Parti Communiste.

Tu ne parles pas de toi, le plus lourdement frappé. Tu parles de tes camarades, « *obligés, je te cite, de quitter leur maison, arrachés à leur famille* », tu dis ta conception d'une ASF au service du développement humain et de celui des territoires.

On croit que tu as fini. Non ! Tu annonces ta décision d'adhérer au Parti Communiste Français.

Les traits de ton visage prennent alors l'empreinte du courage.

Tu le sais, un tel choix ne t'ouvrira jamais la carrière d'un Fillon qui, l'avenir le dira, se remplit les poches d'argent public détourné. Mais tu sais que c'est la réponse la plus cinglante à ce ministre voleur qui veut votre peau de travailleurs honnêtes.

Ce défi, qui appelle le respect, conduira les forces populaires à t'élire conseiller régional, aux côtés de Colette Tignères, puis conseiller municipal de Cabestany avec Jean Vila.

Assoiffé de savoirs et pour mieux servir les tiens, tu décroches un diplôme universitaire élevé de Sciences économiques et humaines.

A mes côtés pendant 3 ans, puis avec Nicolas Garcia pendant 13 ans et il y a trop peu de temps avec Freddy Martin, tu deviens et tu es reconnu comme un des tout premiers dirigeants de notre Parti.

Hélène, Eva et Inès, Sylvie, Madame Galano - sa Maman - vous pouvez être fières, chacune où vous étiez, d'avoir partagé l'amour de Philippe. Nous sommes avec vous, avec votre famille.

Nous, tes amis, tes camarades, nous voulons te dire : « *Merci, Philippe ! Tu vas beaucoup nous manquer ! Tu nous manques déjà !* ».

### De la JC 66

#### Nicolas Carrere, secrétaire fédéral de la JC 66

**C'**est la main tremblante que j'écris ces quelques mots. En ce 24 janvier où ton cœur t'a lâché, les cœurs des jeunes communistes, eux, ont pleuré. Philippe, toi avec qui nous nous sommes engueulés cent fois, toi que nous avons envoyé balader cent fois, toi avec qui nous avons ri des milliers de fois, pour la première fois tu nous a fait chialer.

Ton départ si brusque nous a empêchés de croire à ta disparition. Je ne pouvais pas réaliser qu'on ne partagera plus aucun verre ensemble à la sortie d'une réunion, que je ne pourrai plus me moquer de toi comme lorsque tu parlais de ton glorieux passé de pongiste, que nous n'irons plus le mardi sur le terrain de la fête du TC travailler pendant trois heures et partager un repas pendant autant de temps.

Mais ton départ est bien réel, il faut s'y résoudre. Toi le communiste sincère, le militant ouvrier cégétiste, qui était prêt à sacrifier ta propre vie pour aider les sans droits. Toi l'humaniste qui ne reculait jamais, toi le marxiste qui ne renonçait pas, toi qui n'as jamais manqué à ton camp et à ta classe avant aujourd'hui. Tu vas manquer à l'ensemble des jeunes communistes du département, mais chaque fois qu'on se lèvera contre une injustice, chaque fois qu'on combattra le capitalisme, tu seras dans nos esprits. L'ensemble des jeunes communistes des Pyrénées-Orientales se joignent à moi pour faire part de leurs sincères condoléances et leur amitié à Hélène, Inès et Eva et pour dire au revoir à notre camarade et ami Philippe Galano.

### Delgé, dessinateur de presse au TC



« Dis donc, Delgé, tu peux pas nous faire un petit dessin pour l'affiche de la Fête, là, vite fait ?

- Euh... Ça serait pour quand, Philippe ?

- Bah, pour avant-hier sans faute, comme d'hab' »...

Vous le croirez ou pas mais, maugréant et soufflant, je vous le lui faisais, le dessin, et dans les délais demandés encore. Pour l'avant-veille, donc.

Or il paraît, mais je n'arrive pas à le croire, que tu ne viendras plus aux réunions du comité de rédaction, avec ton chien poilu et monté sur ressort, qui était pourtant moins mal coiffé que toi, je trouve. D'ailleurs, je t'avais fait un crobard une fois, en

CR, si tu te souviens, où je te recommandais de passer au toilettage au plus tôt, vu qu'il y avait offense. Sur le dessin, on t'entendait grommeler : « *Ce Delgé, je lui réserve un chien de ma chienne !* »

Eh bien, Philippe, je ne te remercie pas pour le chien que tu nous as réservé, justement.

Franchement, je préfère quand tu me demandes des dessins pour avant-hier sans faute. Tu veux que je te dise ? On devrait pouvoir revenir à avant-hier. T'auras même deux dessins pour le prix d'un, tiens, si tu insistes. Allez, chiche...



# Economie, transports, solidarité, la Région en première ligne



*Le développement économique, l'aménagement du territoire et l'environnement, les transports, les lycées sont des compétences exclusives des régions. Pour faire le point sur les actions du conseil régional d'Occitanie-Pyrénées/Méditerranée dans ces différents secteurs, Le Travailleur Catalan a rencontré en premier lieu Carole Delga, présidente du conseil régional d'Occitanie-Pyrénées/Méditerranée, Jean-Luc Gibelin, vice-président chargé des mobilités, Marie Piqué, vice-présidente en charge des solidarités et des services publics et Patrick Cases, conseiller régional des Pyrénées-Orientales.*

Dossier réalisé par Philippe Galano

## « Répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux des Pyrénées-Orientales »

**Economie département 66.** Carole Delga, présidente du conseil régional d'Occitanie-Pyrénées/Méditerranée, nous répond concernant la situation des Pyrénées-Orientales, en particulier sur le rôle de l'économie sociale et solidaire, sur la ruralité d'une grande partie du territoire et sur le problème des transports.

**Quel constat faites-vous sur la situation économique dans les Pyrénées-Orientales ?**

Le taux de chômage de la région Occitanie est à 8,4% de la population active, soit 1,4 point de plus que la moyenne nationale qui est à 7% au deuxième trimestre 2020. Pour autant, certains départements sont au-dessus, voire très au-dessus de ces chiffres, comme les Pyrénées-Orientales qui atteignent les 11,5%.

**Y a-t-il une politique économique plus ciblée à mettre en œuvre par la région pour les Pyrénées-Orientales ?**

L'épidémie de la Covid a mis en évidence le besoin de développer une économie plus sociale, plus solidaire. La crise sanitaire a profondément modifié nos comportements, faisant surgir une réalité inquiétante de dépendance de l'économie française, d'une part et, d'autre part, elle a mis en évidence le besoin de nouvelles solidarités.

**Vous avez mis en place un Plan Economie sociale et solidaire de 2018 à 2021. Quel bilan en tirez-vous ? Quels sont les futurs projets de la Région pour soutenir cette économie ?**

L'économie sociale et solidaire, par nature, a su répondre immédiatement à la crise que nous traversons. Des réseaux se sont organisés, de nouvelles solidarités se sont concrétisées. Pour autant elle ne prend pas l'essentiel de son activité dans les périodes d'urgence. Elle renvoie

aussi à une quête de sens, pour une économie raisonnée, avec des salariés impliqués dans des productions de biens et de services qui ont du sens. Clairement, c'est ce modèle que nous souhaitons développer en Occitanie, loin de celui des GAFAs. Cette identité est d'autant plus fondamentale dans les périodes que nous vivons actuellement. Le territoire des Pyrénées-Orientales a toute sa part à prendre dans ce changement de modèle et la Région sera aux côtés des porteurs de projets pour les accompagner.

**Quelles sont les mesures que vous préconisez pour recréer de l'activité économique dans les territoires ruraux ?**

Économie et ruralité sont pour les Pyrénées-Orientales un couple fondamental qui touche la majeure partie de son territoire. La désertification des communes des hauts cantons va de pair avec les difficultés économiques. Paradoxalement, Perpignan, ville-centre, perd près de 3000 habitants lors du dernier recensement. Cette situation nous questionne sur la notion de dynamisme économique certes, mais aussi de bien-être et de quête de sens. Ce mouvement que l'on appelle néoruraux n'est pas né hier, il représente une richesse et un avenir pour nos territoires. Cependant le mouvement que nous constatons est pour un certain nombre de foyers, notamment les plus modestes, une question financière. Cette réalité nous interroge aussi sur les enjeux de territoire et notamment dans sa revitalisation économique. Depuis 2016, et plus encore avec la crise sanitaire, nous



sommes aux côtés des entreprises. Dans les Pyrénées-Orientales, nous avons soutenu près de 3 700 entreprises, tous secteurs confondus, pour un montant de 46 millions d'euros. Cela a permis à de grandes entreprises d'implanter des unités de production, comme Computacenter, mais également à des entreprises du secteur de l'ESS de se développer.

**Comment transformer durablement cette envie de retour à la ruralité ?**

Le développement économique répond en principe au développement territorial, cette question étant liée en pratique à celle des transports. Les Pyrénées-Orientales ont un réseau ferré encore présent et pouvant irriguer l'ensemble de son territoire, que ce soit pour le fret ou le transport de voyageurs. Selon les collectifs citoyens qui sont organisés dans ce département, ce réseau sous exploité depuis des dizaines d'années notamment entre Perpignan et Céret ou encore entre Perpignan et Axat ou Perpignan et Cerbère, pourrait être un levier formidable pour un développement harmonieux de nos territoires, pour répondre aux enjeux

économiques, sociaux et environnementaux pour les Pyrénées-Orientales.

**Quelle est votre sentiment sur les demandes de réouvertures de lignes qui s'expriment dans les Pyrénées-Orientales ?**

À l'issue des Etats Généraux du Rail et de l'Intermodalité, nous avons identifié les lignes de dessertes fines que, collectivement, nous jugeons prioritaires, parmi lesquels le Train Jaune tient une place prépondérante. Notre effort a également porté, bien sûr, sur la réouverture de la ligne Perpignan-Villefranche. Et enfin, parler train en terre catalane soulève deux sujets prioritaires pour la Région : la desserte TGV Montpellier-Perpignan, dont nous commençons enfin à voir les premières avancées, et la ligne de Fret Perpignan-Rungis. Mon objectif est clair : faire en sorte que grâce au train, mais également aux cars régionaux liO et au transport à la demande, les Catalans puissent faire le choix de s'installer sur tout le territoire des Pyrénées-Orientales, tout en ayant accès à une offre de transport collectif simple et accessible financièrement.

## Les mobilités dans les Pyrénées-Orientales, regards dans le rétroviseur et perspectives !



Jean-Luc Gibelin, vice-président en charge des mobilités et infrastructures transports.

**D**urant la première année du mandat régional, en 2016, nous avons organisé les états généraux du rail et de l'intermodalité. En 80 jours, nous avons écouté, rencontré, étudié dans l'ensemble de la Région. Des réunions se sont tenues dans chaque préfecture et sous-préfecture des 13 départements d'Occitanie. Dix grands chantiers en sont sortis que nous mettons méthodiquement en œuvre depuis début 2017.

Cette démarche est emblématique de la démocratie participative et citoyenne qui anime sans faiblir l'action de la majorité régionale.

C'est la même démarche qui a amené à installer un comité départemental des mobilités dans chaque département. Ici, c'est mon camarade Patrick Cases qui le préside. Ces comités sont dotés de commissions de travail dont une est systématique, la commission départementale des transports scolaires.

Les mobilités ferroviaires, routières, aéronautiques se sont développées durant ce mandat et la recherche d'une cohérence entre elles dans l'intérêt des ayants droit que sont les usagers des mobilités a été permanente.

Le département des Pyrénées-Orientales a particulièrement été concerné par les investissements régionaux pour les mobilités ferroviaires et routières.

Les perspectives sont importantes avec notamment la gratuité pour les transports scolaires pour les ayants droit en septembre 2021. C'est aussi le développement de l'offre sur le Train Jaune et l'engagement du renouvellement à l'identique du matériel roulant. C'est évidemment la mobilisation pour le prolongement de la ligne nouvelle à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan après la première tranche qui arrivera à Béziers. Ce sont les nouvelles offres sur le littoral, les liaisons transfrontalières, la poursuite de la mise en cohérence entre les transports routiers et ferroviaires, les pôles d'échanges multimodaux, le fret avec la plateforme de Perpignan Saint-Charles, etc. ... Oui, il reste à faire à partir de ce qui a été réalisé. A suivre, donc !

## Un bilan important

### Mobilités. Bilan concernant les transports dans les Pyrénées-Orientales.

**C**'est le 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Région a pris la compétence des mobilités dans les Pyrénées-Orientales. Ce transfert s'est effectué en maintenant l'ensemble des spécificités départementales (gratuité des transports scolaires pour les maternelles et primaires, tarif à 1 €, transport à la demande...).

d'un AR supplémentaire Toulouse-Cerbère.

#### Latour-Toulouse :

Décembre 2018 : 4 allers-retours sur 5 en correspondance avec les trains RENFE à Latour de Carol (1 seul train auparavant).

#### Cerbère-Port Bou :

Décembre 2019 : 14 trains/jour (12 jusqu'en juillet).

#### Perpignan-Villefranche-de-Conflent :

Février 2020 : réouverture entre Perpignan et Ille/Tet, 8 aller-retours en semaine.

31 août 2020 : prolongation des trains jusqu'à Prades, complémentarité assurée avec l'offre des cars liO66.

16 novembre : prolongation jusque Villefranche-Vernet-les-Bains.

Décembre 2020 : ajout de 2 circulations samedi et dimanche.

### Transports scolaires

**Septembre 2019** : gratuité pour les lycéens internes.

**Septembre 2020** : gratuité pour les collégiens internes et participation familiale pour les demi-pensionnaires ayants droit passant de 80 € à 45 €.

**Perspective 2021** : gratuité pour l'ensemble des ayants droit.

### liO Cars



Boutonnet Laurent - Région Occitanie

**Juillet 2020** : dématérialisation des titres de transport.

**Septembre 2020** : refonte de la totalité des lignes liO avec des correspondances calées avec le train sur les nœuds de Perpignan et Prades et fin de la concurrence entre le train et le car sur l'axe Perpignan-Villefranche.

**Perspectives 2021** : déploiement d'une billetterie et déploiement progressif de l'accessibilité des lignes.

### Evolution de l'offre en train liO



Boutonnet Laurent

#### Toulouse-Perpignan :

Décembre 2019 : passage à 14 liaisons par jour avec 7 allers-retours et autant avec correspondances à Narbonne entre trains liO et Intercités, soit au total 1 fréquence par heure toute la journée.

Été 2020 : mise en place le week-end par la SNCF

### Infrastructures ferroviaires

#### Soutien à la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan.

**Train Jaune** : conduite et définition du schéma stratégique prévu au contrat de plan Etat-Région, investissements massifs en faveur de la ligne : 30M€ engagés dont 24M€ de la Région.

**Ligne Perpignan-Villefranche** : 2,9M€ engagés dont 2,8M€ de la Région.

#### Financement des études pour la suppression du passage à niveau de Salses.

**Financement de projets de Pôles d'Échange Multimodal** : Prades, Villefranche, Mont-Louis, Font-Romeu, Latour-de-Carol, Port-Vendres.

**Gares automatiques** : 11 gares dont 5 déjà livrées, 4 en travaux début 2021, 2 en études, 44 écrans d'information dynamiques déployés soit 0,66M€ d'investissement.

**Accessibilité** : gares de Latour-de-Carol et Villefranche-de-Conflent ; pour la Région 0,75M€ engagés en conventions, études et travaux (coût prévisionnel 6,7M€ pour les 2 gares).

### Tarifification

**2019** : mise en place de l'abonnement résident sur le Train Jaune.

**Septembre 2020** : mise en place de l'abonnement ligne 100% à 1€ et banalisation des titres de transport car liO-train liO sur Perpignan-Villefranche.

### Matériel roulant

Travaux de prolongation du Train jaune sur 2016-2020 et étude pour un matériel neuf lancée en 2020.

Affectation des AGC sur Perpignan-Villefranche, déploiement des Régisols sur le littoral.

Financement des études préliminaires pour l'installation de maintenance du matériel à Perpignan : 0,152 M€, soit 100% Région.

Renouvellement d'une partie du parc avec des carburants pas ou peu carbonés.

# L'affaire de tous

**Transports.** Nous avons posé trois questions à Patrick Cases, conseiller régional, président du Comité départemental des mobilités des Pyrénées-Orientales.

*Le Conseil régional a mis en place des comités départementaux des mobilités (CDM) dans les 13 départements de la région. Quelle est la philosophie de ces comités ?*

Les comités départementaux des mobilités intègrent la dimension intermodale. Ce découpage territorial permet de relancer le débat autour des différents modes de transports et de s'attacher à répondre aux problématiques de mobilités en fonction des différents secteurs dans lesquelles elles s'expriment. Ils peuvent coordonner les comités de ligne déjà prévus dans le cadre de la convention d'exploitation Région/SNCF, plus axés sur le ferroviaire.



Darnaud Antoine - Région Occitanie

*On sent un besoin de démocratie avec de plus en plus d'interventions citoyennes sur les questions de transport. Quelles ont été les décisions importantes du CDM dans les Pyrénées-Orientales ?*

La thématique des mobilités soulève une multitude de questions, à la jonction du rail, de la route, des mobilités douces, des impacts écologiques, mais surtout du quotidien des citoyens. Sans oublier que nous mettons en place une politique des mobilités régionales avec un gouvernement qui poursuit le démantèlement des services publics, avec un lobby des transports routiers qui roule pour la rentabilité financière. Je rappelle aussi que les CDM se sont mis en place alors que le drame de Millas jetait un autre regard sur les transports collectifs. Dans ce contexte, cette mise en place est primordiale en aidant à la construction d'une alternative crédible en matière de transport.

Durant la première réunion du CDM, nous étions dans une séquence compliquée, avec des abandons de la part des différents acteurs des mobilités. Entre le retrait du train primeur, les trains de nuits, l'existence du train jaune, les sujets ne manquaient pas. Le CDM a impulsé une autre orientation en apportant des réponses. Par exemple, la dernière réunion du CDM, le 21 octobre, a abordé la plateforme digitale de concertation du plan régional vélo, les aides régionales à la mobilité, l'optimisation des lignes régulières LiO dans les P.-O. et le projet inter-frontalier ConnECT.

Concernant l'optimisation des lignes régulières, le CDM est convaincu que le transport collectif est la réponse la mieux adaptée pour lutter contre les émissions carbonées. Mais pour que la voiture soit moins utilisée sur les trajets domicile-travail, il faut que les transports collectifs deviennent plus performants, que leur complémentarité avec le train soit plus efficace. C'est simple à écrire mais la réalité est très complexe, surtout avec la crise sanitaire.

*En tant que président du CDM des P.-O., quels sont les sujets que vous souhaiteriez voir évoluer en matière d'intermodalité ?*

Je dirai simplement : avançons avec le potentiel existant. Je ne perds pas de vue que mon objectif futur est d'harmoniser les deux autorités organisatrices des transports, la communauté Perpignan-Méditerranée et la Région. Des rapprochements ont eu lieu sur certaines lignes, mais la pandémie a entravé leur mise en place. Pour cela, il faut que nous améliorions notre CDM et sa plateforme digitale. Le transport du quotidien n'est pas qu'une affaire de spécialistes et nécessite une écoute très fine des citoyens. Les lecteurs de votre journal peuvent d'ailleurs être des initiateurs actifs dans cette construction.

La gratuité des transports est aussi une bataille à mener. En 2021, les transports scolaires seront gratuits. Je n'oublie pas que le transport collectif doit être accessible à tous car le transport, c'est l'affaire de tous !



## Le jour d'après !



Patrick Cases, conseiller régional

**E**t si le jour d'après devenait complètement différent du jour d'avant, non plus comme une formule incantatoire mais comme un vrai projet politique. Les prochaines élections régionales seront-elles porteuses d'un jour nouveau ?

Nous traversons une crise sanitaire qui bouscule le temps quotidien. Les aiguilles des pendules s'affolent, les mécanismes, immuables pour certains, se grippent. Elles ne tournaient pas de façon très juste pour tout le monde. La trotteuse, elle, avance toujours aussi vite pour l'argent. La petite aiguille, elle, avale doucement les heures ; le temps se fait plus long pour remplir les estomacs. Le temps de la grande aiguille, les élu-e-s de la majorité régionale l'ont réservé pour élargir leur réflexion : comment atténuer l'impact de la crise sanitaire sur les ménages les plus précaires ? Un si petit grain de virus dans les engrenages grippe dangereusement leur machine conditionnant la vie des plus démunis. « *Qu'est ce qu'on mange ce soir ?* » devient la question centrale. Dès le premier confinement, la Région a déployé et adapté des mesures d'accompagnement avec l'aide des associations de solidarité : « *bien manger pour tous* ». Elle a étendu ses mesures au monde universitaire, les petits boulots, compléments alimentaires, ayant disparu des étals de l'emploi. Cette situation fait apparaître les limites de l'aide alimentaire, pose la question de casser le verre de la montre. L'alimentation ne peut pas être réduite qu'à l'aide alimentaire. L'alimentation doit devenir l'axe principal de nos préoccupations.

### Une sécurité sociale de l'alimentation

Il faut reconstruire une montre avec une « *Sécurité sociale de l'alimentation* » : repositionner les engrenages, en agrandir les crans de la démocratie, limer les roues du profit financier, rectifier les ressorts des territoires plus courts, plus directs, graisser les pignons des mutualisations solidaires. Ce nouveau mécanisme, nous pouvons le construire ensemble, le territoire régional est un périmètre pertinent. Cette nouvelle construction tendrait vers l'universalité de l'alimentation en la déclinant sur les territoires en magasins-caisses locales. La Sécurité sociale de l'alimentation peut devenir le projet audacieux du jour d'après. Ce défi me paraît possible, la région Occitanie peut en être le ressort central, riche de sa réflexion, de son expérience de la mise en place de son « *green new deal* ». Ce dispositif ne vise pas à donner une nouvelle montre aux pauvres, mais à permettre à tout le monde de lire l'heure de son bien-être alimentaire. Un mécanisme nouveau où la trotteuse égrènerait la juste rémunération de tous les acteurs du système alimentaire, mais surtout une maîtrise citoyenne des modes de production respectant les impératifs écologiques et sociaux !

Un temps nouveau est possible, les communistes s'inscrivent pleinement dans le débat. Pourquoi pas dans la campagne des régionales ?

Plus d'articles à découvrir sur le site  
[www.letc.fr](http://www.letc.fr)

suivez-nous sur



**Exigeons de l'Etat les moyens nécessaires à l'accès aux soins pour tous !**



**Marie Piqué**  
vice-présidente en charge des solidarités, des services publics, de la vie associative et du logement

La santé est aujourd'hui la première préoccupation des Français. Compétence de l'Etat, elle n'en reste pas moins un sujet brûlant pour toutes les collectivités. En tant qu'élus communistes, nous portons l'idée d'une égalité d'accès aux soins pour tous. Au titre de l'aménagement du territoire, mais aussi face à un système de médecine libérale à bout de souffle, nous avons proposé à la majorité régionale de s'engager pour le soutien aux centres de santé publics (CSP), avec tout ce qu'ils impliquent en matière de salariat, d'accès aux soins et de maillage du territoire. La flexibilité et la capacité des CSP de répondre aux besoins ont séduit un grand nombre d'élus locaux et c'est cette dynamique que nous voulons amplifier.

C'est l'objectif des propositions que nous avons faites lors des travaux pour l'élaboration du Pacte Vert (Green New Deal) et de son plan régional santé. La Région va désormais amplifier le dispositif existant, mais surtout faire la promotion du service public de santé de proximité rendu par les centres de santé en labellisant ceux qui sont aidés par la Région, en faisant connaître l'ensemble des accompagnements possibles et en promouvant ce mode d'exercice salarié auprès des universités et des ordres professionnels. En faisant adhérer la Région à la fédération nationale des centres de santé, nous allons également travailler à renforcer le lien entre nos territoires et ce réseau national.

### Une gestion de la santé au plus près des territoires

Gestionnaires des établissements publics du secondaire, nous avons également porté notre attention sur la réduction des inégalités de santé chez les jeunes. Le plan santé que nous allons adopter se fixe l'objectif plus large « de transformer les modes de vie, les habitudes et la perception des Occitans sur leur santé, et d'agir pour la prévention ». Le nouvel appel à projet « Génération Santé » lancé en ce début d'année vise justement à développer chez les jeunes les réflexes de prévention pour qu'ils soient garants de leur santé physique, mais aussi sociale et mentale.

Malgré tout le travail et les efforts budgétaires consentis par la Région, les moyens alloués par l'Etat au service public hospitalier et à la santé publique demeurent largement insuffisants. La présidente Carole Delga s'est exprimée récemment sur l'évolution de l'organisation du modèle de santé et de l'aménagement sanitaire territorial qui sont nécessaires aujourd'hui. Voilà un débat dans lequel les communistes auront à peser dans les années à venir : rapprocher la gestion de la santé au plus près des territoires tout en exigeant de l'Etat les moyens nécessaires pour rétablir l'accès aux soins pour tous.

## Une politique volontariste du conseil régional

**Social.** Trois questions à Marie Piqué, vice-présidente en charge des Solidarités, des services publics, de la vie associative et du logement.

**Quelles sont les mesures importantes qui ont été prises dans les domaines que vous suivez par la région Occitanie ?**

La délégation dont j'ai la charge représente un budget annuel de 18 millions d'euros en 2021 dont 12 millions pour les politiques de soutien à la construction de logement sociaux. Concernant la santé, le budget d'environ 5 millions est consacré au soutien à la construction de maisons et centres de santé publics (CSP) et à nos politiques de prévention santé-jeunes. Enfin, troisième axe, la lutte contre les discriminations à laquelle nous consacrons un budget de 1,8 million d'euros.

Il faut souligner que ces délégations ne font pas partie des compétences du conseil régional, mais que c'est un choix politique de la majorité de mettre en œuvre des politiques volontaristes là où il semble nécessaire d'intervenir.

Cela a permis de d'impulser la construction de milliers de logements sociaux, la mise en place de plus d'une dizaine de CSP, du Pass Mutuelle qui permet aux jeunes une égalité d'accès à une mutuelle, et des appels à projets sur la prévention santé jeunes dans les lycées, ou plus largement sur la promotion de la citoyenneté et de la lutte contre les discriminations.

**Les associations ont été malmenées ces dernières années par les gouvernements successifs. Que peut-on dire de la politique régionale en faveur du tissu associatif ?**

L'Occitanie compte plus de 140 000 associations qui emploient environ 170 000 salarié.es et mobilisent plus de 1 400 000 bénévoles. Dès le début du mandat nous avons considéré que les associations sont des acteurs incontournables du développement régional. Elles sont actrices du développement économique, de la cohésion des territoires et de l'attractivité de la région.

Entre 2016 et octobre 2020, 22 274 projets associatifs de 6802 structures différentes ont été soutenus par le conseil régional pour un montant de 200,1 millions d'euros.

La Région est à l'écoute des besoins afin d'adapter au mieux ses dispositifs à l'action associative. Pour co-construire le territoire de demain, nous avons besoin de ce dialogue, de débattre sur les actions à mener pour et avec les associations. Cela a abouti à la création d'un Comité Régional de la Vie Associative.

**Quels seraient les moyens à mettre en œuvre pour donner une plus grande place aux formes associatives dans la région ?**

Les associations, comme les autres acteurs économiques, sont gravement touchées par la crise, mais pas de manière uniforme. Alors que certaines ont trouvé les moyens de rebondir, certaines peinent encore à trouver des solutions. Sur le volet emploi, nous craignons de nombreux dépôts de bilan en ce début d'année, aussi mettons-nous en place une cellule spéciale d'accompagnement pour les associations employeuses.

La crise a aussi été l'occasion pour beaucoup d'associations de démontrer leur capacité d'innovation et d'adaptation. Je pense en particulier aux associations d'aide alimentaire qui font face à de grandes difficultés en termes de moyens financiers et humains. Malgré tout, elles tiennent le cap de la solidarité.

Je pense que la question de l'emploi associatif reste un grand sujet ouvert. Cela appelle une large réflexion au niveau national pour faire émerger de nouvelles solutions. Je pense qu'il y a du lien à faire entre le manque de débouchés pour les jeunes, les besoins humains des associations et la promotion de la citoyenneté. Mais l'Etat n'a pas aujourd'hui la volonté réelle de développer l'emploi associatif dans notre pays pour les mêmes raisons qui le poussent à réduire l'emploi dans nos services publics.



Les associations humanitaires tiennent le cap.

# Manifestation contre « Amazon », une première étape

**Perpignan.** *L'Hôtel de la Communauté Urbaine a peut-être connu sa première contestation spectaculaire. Le modèle « Amazon » y a été fortement rejeté. Et la palette des opposants est large.*

**S**uite aux informations inquiétantes concernant l'installation d'Amazon dans le département, un collectif s'est constitué pour organiser l'opposition à cette arrivée. Les membres de ce collectif pouvaient se réjouir de la mobilisation des soixante participants à un premier rassemblement. Parmi eux les conseillers départementaux Lola Beuze, Rémi Lacapère, et Charles Chivilo, ainsi que Patrick Cases, conseiller régional. La perspective de

l'érection d'un « hangar Amazon » du côté de Rivesaltes en a fait bondir plus d'un. Le rôle actif, et « assumé » de la majorité du Conseil de la Communauté Urbaine a fait le reste. La procédure de cession d'un terrain au géant multinational ne passe décidément pas.

## « Stop Amazon ! ». Un point c'est tout

Eric Le Ballier, responsable départemental de l'association Alternatiba 66

et cheville ouvrière de ce large collectif expliquait ainsi avec précision, lors de sa prise de parole, les raisons de cette opposition au projet. Et elles sont nombreuses. La première d'entre elle, est, contrairement aux apparences de l'immédiateté, la destruction d'emplois. « Selon une étude d'un député LERM, Mounir Mahjoubi, Amazon détruit 2,2 emplois pour un emploi créé ». Et quel emploi ! Majoritairement précaire et ne respectant pas les conventions collectives. Il évoquait ensuite les méthodes de management, régressives, « à la recherche d'une productivité extrême ». Passons vite sur le comportement fiscal de l'entreprise, que chacun connaît, et le contournement des règles en vigueur, pourtant largement laxistes à propos des bénéfices, qui font que l'entreprise tentaculaire et bénéficiaire en milliards ne paie que très peu d'impôts à l'ensemble de la société. Enfin, et ce n'est pas une des moindres conséquences de cette forme commerciale, où Amazon n'est pas seule, c'est « l'empreinte carbone »

liée aux déplacements multipliés de marchandises sur les océans et ailleurs, privilégiant le moins coûtant et les fabrications lointaines.

## Un modèle de développement à proscrire

Cela pose d'autres questions. Celle des délocalisations industrielles qui se poursuivent, celles des rentes accumulées par les propriétaires fonciers et les loyers demandés aux petits commerçants, celles des marges parfois outrancières pratiquées parfois dans les commerces des centre-villes, celle de la conception même de la consommation irréfléchie, celle d'un code du travail à faire évoluer et respecter. Une autre conception de la société est certainement à construire. Jean Vila, maire de Cabestany, est intervenu en ce sens au sein même de l'assemblée communautaire.

Michel Marc



Amazon à la recherche d'une productivité extrême.

## PMA. Une loi pour l'égalité

Samedi après midi, une centaine de personnes s'étaient rassemblées au pied du Castillet afin de soutenir le projet de loi relatif à la bioéthique, ouvrant la procréation médicalement assistée à toutes les femmes, que le Sénat devait examiner en deuxième lecture le 2 février.

A l'initiative du rassemblement, LGBT + des P.-O., y participaient également SOS homophobie, le collectif Droit des femmes, le Planning familial... Pour Jean-Loup Thévenot, responsable de LGBT + des P.-O. « On est là pour soutenir ce projet de loi, cela fait trop longtemps que nous l'attendons. Certes, il n'est pas parfait, il comporte des carences, notamment pour les transgenres, mais il a le mérite d'exister et est amendable. »

A chaque personne présente avait été remis un autocollant aux couleurs d'arc en ciel précisant que la PMA pour toutes est une question d'égalité. En effet, le vote de la loi mettrait fin aux discriminations à l'égard des couples de femmes, des femmes célibataires, des personnes transgenres et intersexes, en leur garantissant l'accès à la PMA. Restera aussi à gagner le remboursement pour toutes, en première lecture le Sénat ne l'a réservé qu'aux couples hétérosexuels.

Rappelons que l'ouverture de la PMA pour toutes était une promesse de François Hollande en 2016...



Nicole Gaspon



## Marche contre la loi sécurité globale

Samedi 30 janvier, une marche des libertés pour le retrait total de la loi sécurité globale réunissait une centaine de personnes place de la Victoire à Perpignan.

L'occasion pour le collectif coopération 66 "stop loi sécurité globale" de faire le point sur la manifestation nationale du 16 janvier qui a rassemblé 200 000 personnes dans 88 villes de France.

Les manifestations, pacifiques, ont pourtant été l'objet d'un déploiement de forces répressives dans certaines villes, comme Paris, Montpellier, Toulouse et Lyon.

Les entraves à la liberté s'amplifient et, en France, les signes d'un l'État policier sont de plus en plus manifestes.

Syndicats, partis politiques et associations tentent d'alerter l'opinion publique sur les directives liberticides, contenues dans la loi sécurité globale, qui ont déjà pris effet.

« On voit se multiplier les atteintes au droit de manifester, l'instrumentalisation de la crise sanitaire pour limiter le droit de circulation par la présence du couvre-feux... De plus, le gouvernement entend pérenniser par un projet de loi l'état d'urgence sanitaire et mettre en place un nouveau schéma national de maintien de l'ordre qui sélectionne des journalistes pour informer, brisant la pluralité et orientant l'information. Ou encore autoriser la police à fichier la population sur la base d'opinions politiques, syndicales, religieuses ou des données de santé... »

Priscilla Beauclair

# Un constat, une alerte, des propositions

**SNCF.** Les cheminots de la Région étaient en grève vendredi 29 à l'appel de la CGT. Ceux du département ont manifesté à Prades et rencontré le sous-préfet.

## En Català

...siusplau!



### De l'humor i el matís

- Escoltes la crònica de Francesc Morel a la ràdio de vegades?

- A vegades, sí, sol ser molt divertit!

- Doncs fa poc en va fer una diferent, no cercant a ser especialment divertida, sinó per parlar de l'humor i del matís. Mostra que no se pot conciliar les dues coses. Perquè l'humor no suporta piques i miques: ha de ser d'un tret, sense concessió, mentre l'expressió d'una idea ben pensada sempre suposa matisos, precisions

- Com quan diem "no és ben bé això"...

- Exacte. I el Morel il·lustra la incompatibilitat entre les dues coses dient que passa com si convidant l'humor i l'hi diguessis que també hi haurà el matís, bufés "oh no! Pas ell", i lo mateix al revés, ben segur.

- Això me fa pensar amb els malaguanyats periodistes de Charlie, la seva exigència pura, cristal·lina, sobre l'humor, i de l'error que cometen els que diuen "sí, hi ha dret de riure de tot, mes..."

- Es aquest "mes" que dones pas a la idea que l'humor té un límit, que hi ha una cosa superior, la realitat, que pot venir a destruir tot això...

- Dit d'una altra manera, assassinar els de Charlie volia ser una manera d'assassinar una metàfora, que engloba humor, mes també poesia...

- Allò que fa una vida realment humana, i que els que no veuen això donen finalment molt poc preu, com si només fossin decorats, de poc pes a davant de la famosa realitat...

- Vols dir que els assassins pensaven tot això?

- Ni jo mateix no soc pas segur d'entendre completament el que estem dient... mes el que és segur és que anem per molt mal camí quan per exemple el diari Le Monde demana disculpes per haver deixat passar un dibuix humorístic sobre el tema de les violències sexuals...

- Potser podríem afegir al que diu Morel que si conciliar humor i matís junts es impossible hi ha d'haver un espai, necessari, per cada un...

- Encara que "entre els dos hi ha una terra de xiprès i de palmes..."

C&C

Samedi, lors de la journée nationale de grève et de manifestations des cheminots, à Prades, Fabienne Larnaudie, secrétaire du syndicat des cheminots de Perpignan a pris la parole : la situation est gravissime et les reculs immenses, seule la mobilisation massive des usagers et des acteurs pourra stopper la casse.

### Un réquisitoire incontestable

Le but aujourd'hui, « c'est de dire stop à la casse du service public ferroviaire ! » (...).

« Alors que les solutions à l'aménagement harmonieux de notre beau territoire catalan existent, que des réponses aux besoins de transport peuvent être apportées, que les questions environnementales devraient être au service de l'intérêt général, la direction SNCF avec l'appui du gouvernement libéral en place casse systématiquement l'entreprise publique ». Fabienne abordait aussi la question du fret, et l'échec prévu depuis longtemps par le syndicat de la « mise en concurrence (...). Le privé, à l'évidence, ne s'intéresse qu'à ce qui est financièrement rentable ».

Elle évoquait ensuite la disparition de trains de nuit, l'abandon de nombreuses gares dans le département, laissant aux usagers l'amère impression de ruines fantomatiques, l'absence d'agents dans celles qui restent, pour conseiller, aider et sécuriser les usagers, l'affaiblissement de l'entretien général par manque de personnels (voitures, matériel roulant et infrastructures)...

### Avec la Région, des objectifs de lutte

Par rapport aux autres régions de France, « notre Région, elle, a fait le choix de soutenir le service public, mais la direc-



tion de la SNCF ne joue pas le jeu ». Au budget 2021, 3000 suppressions d'emplois sont nationalement programmées. La CGT propose : « Présence dans tous les trains de voyageurs d'au moins un agent du service commercial train ; ouverture des guichets du premier au dernier train ; relance des trains de nuits Cerbère/ Paris, Cerbère/ Vintimille et Cerbère/ Strasbourg ; points d'arrêts supplémentaires pour désengorger les routes et le développement économique Techno-sud-Université, zone Saint-Charles, aéroport/zone Polygone Nord, Paulilles par exemple ; augmentation du cadencement pour répondre aux besoins des usagers ; réouverture de la ligne Perpignan-Elne-Céret ; développement du Train Jaune pour en faire un véritable outil de désenclavement (...). »

Au nom du PCF, Eve Gerbault confirmait l'engagement pérenne du parti dans ces luttes pour l'ensemble des services publics.

Michel Marc

## Espoir et confiance

**Elne.** Pour la nouvelle année, Nicolas Garcia a présenté ses vœux à la population par vidéo.

Au cours d'un petit film et sur de très belles images de la commune, le premier magistrat de la ville d'Elne a délivré son message d'espoir pour 2021.

Il a rappelé le contexte difficile de l'année qui vient de se terminer avec la pandémie et son corollaire, la crise sanitaire, sociale et économique. Face à cette situation d'exception, il a appelé la population à faire preuve de générosité, de solidarité et de fraternité. « Ces valeurs sont au cœur du projet sur lequel vous nous avez élus en juin dernier et que nous mettons en œuvre depuis six mois ». Il a insisté sur le fait que l'on ne sortirait pas de cette crise sans participation citoyenne, sans service public, sans convivialité, sans respect de l'environnement, valeurs essentielles sur lesquelles repose le pro-

jet de la nouvelle équipe municipale.

### Pas d'immobilisme malgré la crise.

« Nous allons de l'avant pour construire une ville agréable, rassembleuse, dynamique, où le vivre ensemble prévaut ». L'équipe municipale s'est immédiatement mise au travail sur la propreté de la ville, laissée à l'abandon avant l'arrivée de la nouvelle municipalité. Il a souligné l'engagement des agents municipaux pour l'entretien des espaces verts, les plantations. Il a pointé le succès du lancement du « marché de la terra », avec le marché mensuel « slow food ». Il a annoncé la prochaine ouverture du centre municipal de santé, projet phare de la municipalité. Sans oublier le centre d'action communal recentré sur la gestion de la crise sanitaire, avec un accompagnement quoti-

dien de la population. L'ancien collègue va devenir un pivot de l'activité sportive et de loisirs, avec le parcours de santé qui sera prêt pour l'été.

### Des projets phares à venir

L'assemblée participative des habitants va se mettre en place. Cette révolution citoyenne et démocratique sera la grande ambition portée par l'équipe municipale. Enfin la réhabilitation de la piscine sera un des futurs projets prioritaires. Pour conclure, Nicolas Garcia a insisté sur la volonté de la municipalité d'associer les Illibériennes et les Illibériens au plus près des décisions en ouvrant les commissions de travail. Et a cité Nelson Mandela : « Travaillons à soutenir le courage, là où il y a la peur ».

Roger Rio

## - annonces légales - annonces légales - annonces légales -

## SOCHARLES HARD DISCOUNT

**SARL au capital de 918.480 euros**  
**Avenue de Bruxelles Lieudit Parc Ducup**  
**66000 PERPIGNAN**  
**509 015 509 RCS PERPIGNAN**

Par PV des décisions du 30.11.2020, l'associé unique a décidé de : modifier l'objet social comme suit « la société a pour objet, en France et dans tous pays : le commerce de gros et le commerce de détail en alimentation générale, boissons alcoolisées, droguerie, hygiène, papeterie et le commerce de détails à départements multiples, l'exploitation de surfaces commerciales de type supermarché, comportant notamment la vente des produits listés ci-dessus, et généralement, tous produits vendus par ce type de magasin. », proroger la durée de la société afin que celle-ci soit de 99 années à compter de son immatriculation au RCS, nommer en qualité de Co-gérants M. Franck JOHNER domicilié 15 Square de la Bigue, 60300 Senlis, et M. Franck FRAS domicilié 123 Quai Jules Guesde 94400 Vitry sur Seine, en remplacement de Mr Pugin Laurent. Mention au RCS de PERPIGNAN.

## CABEDIS HARD DISCOUNT

**SARL au capital de 16.000 euros**  
**6 Rue Gay Lussac**  
**Mas Guérido**  
**66330 CABESTANY**  
**494 567 399 RCS PERPIGNAN**

Par PV des décisions du 30.11.2020, l'associé unique a décidé de : modifier l'objet social comme suit « la société a pour objet, en France et dans tous pays : le commerce de gros et le commerce de détail en alimentation générale, boissons alcoolisées, droguerie, hygiène, parfumerie, papeterie et le commerce de détails à départements multiples, l'exploitation de surfaces commerciales de type supermarché, comportant notamment la vente des produits listés ci-dessus, et généralement, tous produits vendus par ce type de magasin. », proroger la durée de la société afin que celle-ci soit de 99 années à compter de son immatriculation au RCS, nommer en qualité de Co-gérants M. Franck JOHNER domicilié 15 Square de la Bigue, 60300 Senlis, et M. Franck FRAS domicilié 123 Quai Jules Guesde 94400 Vitry sur Seine, en remplacement de Mr Jean NOLIN. Mention au RCS de PERPIGNAN.

JB ESCALA SCI au capital de 1000€ Siège social : 22 rue des Algues 66000 Perpignan 491 229 860 RCS Perpignan L'AGE du 17/01/2021 a décidé la dissolution de la société et sa mise en liquidation amiable à compter du 17/01/2021, nommé en qualité de liquidateur Mlle Avertin Jeanne demeurant 10 rue Auguste Roussy apt 12 bat A 66000 Perpignan et fixé le siège de liquidation au domicile du liquidateur Dépôt au RCS de Perpignan

SARL CORRE, SARL unipersonnelle au capital de 8000 euros, 19 Avenue du Vallespir, 66110 Amélie-les-Bains-Palalda. RCS: Perpignan 505264556. A compter A.G.E du 22-01-2021: Augmentation du capital social à 100000 euros par incorporation de réserves sans création de nouvelles parts. Statuts mis à jour. Formalités au RCS de Perpignan.

## DESTINATION MONTAGNE SAS

au capital de 10000€ Siège social: Altitude 2004 5 rue des écuriels 66210 PUYVALADOR 853948289 RCS Perpignan Aux termes d'une décision en date du 23/12/2020, l'associé unique, statuant en application de l'article L.225-248 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société. Pour Avis Le Président

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 26 janvier 2021 a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

La société a pour objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question. La dénomination sociale est : SCI BV 2021.

Le siège social est fixé à : PERPIGNAN (66000), 48 avenue Torcats.

La société est constituée pour une durée de 99 années

Le capital social est fixé à la somme de : MILLE EUROS (1 000.00 EUR).

toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Le gérant est Monsieur Christophe TURRO demeurant à PERPIGNAN (66000), 48, Avenue Torcats.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PERPIGNAN.

Pour avis

Le notaire.

## AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Maître Jérôme de ZERBI, Notaire Soussigné de la Société Civile Professionnelle « Philippe SARDA, Jérôme SPITERI, Aude XABÉ-POIRIER et Jérôme de ZERBI », titulaire d'un Office Notarial à PERPIGNAN (66000) 44, Rue Hector Guimard, le 4 janvier 2021 a été constituée une société à responsabilité limitée ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : APOLINA IMMOBILIER

Siège social : PEYRESTORTES (66600), 8 rue de la Colomine.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au R.C.S.

Capital social : MILLE EUROS (1 000.00 EUR).

Cessions de parts : les cessions entre associés sont libres. Les autres sont soumises à l'agrément de la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

L'exercice social commence le PREMIER JANVIER et se termine le TRENTE ET UN DÉCEMBRE de chaque année.

La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PERPIGNAN.

Les gérants de la société sont : Monsieur Igor BOGOSLAVSKIY et Madame Elena BOGOSLAVSKIY demeurant ensemble à PEYRESTORTES (66600), 8, Rue de la Colomine.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PERPIGNAN.

Pour avis

Le notaire.

Rectificatif à l'annonce publiée dans Le Travailleur Catalan du 22/01/2021 concernant AHF JOINTEUR : Il fallait lire : «Objet social : pose de placo, travaux de plâtrerie, joints, plomberie».

## SODIBOULOU

**Société en nom collectif au capital de 2.000 euros**  
**Lieu dit d'en Cavaillès - ZI RN 9**  
**66160 LE BOULOU**  
**833 675 200 RCS PERPIGNAN**

Par PV des décisions du 16.11.2020, les associés ont décidé d'augmenter le capital d'une somme de 2.130.000 euros pour le porter à 2.132.000 euros, en conséquence la société Leader Price Finances, SARL sise 123 Quai Jules Guesde 9440 Vitry-sur-seine, 412 773 137 RCS Créteil est devenue associé.

Par PV des décisions du 30.11.2020, les associés ont décidé de : modifier l'objet social comme suit « la société a pour objet, en France et dans tous pays : le commerce de gros et le commerce de détail en alimentation générale, boissons alcoolisées, droguerie, hygiène, parfumerie, papeterie et le commerce de détails à départements multiples, l'exploitation de surfaces commerciales de type supermarché, comportant notamment la vente des produits listés ci-dessus, et généralement, tous produits vendus par ce type de magasin. », proroger la durée de la société afin que celle-ci soit de 99 années à compter de son immatriculation au RCS, pris acte de l'agrément de la société ALDI MARCHÉ 9, SARL sise 527 Rue Clément Ader, 77230 Dammartin en Goële, 531 839 066 RCS MEAUX en qualité d'associée suite à la cession de l'intégralité des parts anciennement détenues par les sociétés LEADER PRICE BOTANS et LANNILIS DISTRIBUTION, nommer en qualité de Co-gérants la société ALDI MARCHÉ 9, SARL sise 527

Rue Clément Ader, 77230 Dammartin en Goële, 531 839 066 RCS MEAUX et M. Franck FRAS domicilié 123 Quai Jules Guesde 94400 Vitry sur Seine, en remplacement de M. Cédric LEBOSQUAIN. Mention au RCS de PERPIGNAN.

## EARL DOMAINE MAJAS

**Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée**  
**Au capital de 67 077.56 euros porté à 500 280 euros**  
**Siège social : 21 Rue de la Bartasse, 66220 CAUDIES DE FENOUILLEDES**  
**401 635 644 RCS PERPIGNAN**

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 01 février 2021 a décidé d'augmenter le capital social de 433 202,44 euros pour le porter de 67 077,56 à 500 280 euros, par l'incorporation directe de réserves.

L'article 2.3 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour avis

La Gérance

Par acte SSP du 13/01/2021, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : L & C ALLIANCE

Objet social : Secrétariat, gestion administrative, ressources humaines, gestion des plannings, mise en relation commerciale, conseil, toutes prestations de service en faveur des sociétés sur le plan administratif, financier, commercial et technique

Siège social : 5 Rue Paul Doumer, 66160 Le Boulou.

Capital : 303030 €

Durée : 99 ans

Président : PIDDIU Kévin, demeurant Boulevard Rostand Les Grenadines, 83500 La Seyne-sur-Mer  
 Admission aux assemblées et droits de votes : Tout actionnaire peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions chaque action donnant droit à une voix. Clause d'agrément : Cession libre entre associés uniquement, agrément demandé dans tous les autres cas. Immatriculation au RCS de Perpignan

## CESSION FONDS DE COMMERCE

Par acte SSP du 31 décembre 2020, enregistré au S.I.E. de Perpignan, le 22 janvier 2021, Dossier n°2021 0000527, Référence 6604P01 2021 A 00168, M. CHAKROUN Rachid, exploitant son fonds de commerce au 22 avenue Gilbert Brutus 66000 PERPIGNAN, immatriculé sous le numéro SIREN 804157790,

A cédé à M. CHAKROUN Youcef domicilié 30 rue Jacques François Gallay 66000 PERPIGNAN,

Un fonds de commerce de Salon de thé, spécialités narguées, snack bar, sis et exploité à 22 avenue Gilbert Brutus 66000 PERPIGNAN, pour lequel le vendeur est immatriculé sous le numéro SIREN 804157790, et ce moyennant le prix principal de 11 000€ (ONZE MILLE EUROS) s'appliquant aux éléments incorporels pour 6 000€ et aux éléments corporels pour 5 000€.

L'entrée en jouissance a été fixée au 01 janvier 2021.

Le lieu des oppositions a été prévu au 22 avenue Gilbert Brutus 66000 PERPIGNAN

Pour insertion

## AVIS DE CONSTITUTION

**LUXURY CARS 66**  
**Société par actions simplifiée unipersonnelle**  
**Au capital de 3 000€**  
**Siège social : CENTRE D'AFFAIRES EUROPA, 23 avenue**  
**Georges Guynemer 66100 PERPIGNAN**

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 03/02/2021, il a été constitué sous la dénomination sociale LUXURY CARS 66, une société par actions simplifiée unipersonnelle présentant les caractéristiques suivantes :

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et de sociétés

Objet social :

L'exploitation de tout commerce de vente et négoce de véhicules neufs ou d'occasions, import-export ainsi que la vente de véhicules légers, poids lourds, motos, agricoles et BTP ; le nettoyage et entretien intérieur et extérieur de tous véhicules à domicile ou sur site ; la prestation administrative de certificat d'immatriculation ; la vente de produits liés à l'automobile ainsi que la vente de pièces détachées neuves et d'occasions, la location de tout véhicule, jet ski, bateau. Remorquages et dépannages. Mécanique légère.

Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Le capital social s'élève à la somme de 3 000 euros, il est divisé en 300 actions de 10 euros chacune, entièrement souscrites et libérées à hauteur de 3 000 euros.

Présidence : Mme BENSETTI Inès, Habiba, née le 23 septembre 1999 à PERPIGNAN (66), nationalité française, demeurant : Bât 52, Etg 1, Appt 142, 52 avenue Maréchal Juin 66000 PERPIGNAN est désigné en qualité de Présidente.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Perpignan.

Pour avis et mention,

AVIS DE CLÔTURE DE LIQUIDATION  
EURL LE VERRE DANS TOUS SES ECLATS

Société unipersonnelle à responsabilité limitée, « en liquidation »

Au capital de 5 600 euros

Siège social : 12 rue DES MARTINETS, 66700 ARGELES SUR MER

RCS de PERPIGNAN, 829 323 161

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 décembre 2019, les associés ont :

- approuvé les comptes définitifs de liquidation;
- déchargé Mme MARTY Gisèle de son mandat de liquidateur;
- donné à ce dernier quitus de sa gestion;
- ont constaté la clôture de la liquidation à compte du jour de ladite assemblée.

La société sera radiée du registre du commerce et des sociétés de PERPIGNAN

Pour avis et mention,

Mme MARTY Gisèle

Liquidateur



Habilité à la parution de vos  
**annonces légales. legales@letc.fr**



Découvrez d'autres articles sur le site  
**www.letc.fr**

suivez-nous sur



**L'actu** vue par **DELGE**



# Faire revivre la richesse de l'apport communiste

**Publication.** Avec « *Les grandes pages d'un centenaire* », Nicolas Devers-Dreyfus, militant communiste, universalise cent ans de vies de communistes avec le concours de Rima Hawi, maîtresse de conférences à l'Université de Versailles St-Quentin-en-Yvelines

Les grandes pages d'un centenaire retrace un siècle de discours (1920/2020) accompagnés d'une riche iconographie, affiches, Unes de l'Huma, etc. Il témoigne de l'engagement des communistes français.e.s lors des grands moments de luttes sociales et politiques, des dures oppositions aux répressions et massacres de la décolonisation, des grandes causes pour la solidarité internationale.

L'œuvre donne toute leur place aux femmes et la parole aux inspirateurs du Front populaire, aux résistants, aux acteurs de la Libération. Il relate les premières années de l'histoire du PCF marquées par des militants ouvriers, des intellectuels, des fondateurs et dirigeants d'hier et d'aujourd'hui. La préface est de Fabien Roussel, député du Nord, secrétaire national du P.C.F.

Nicolas Devers-Dreyfus et Rima Hawi

expliquent les grandes lignes de cet ouvrage.

**Comment peut-on résumer cent ans d'histoire du PCF en 312 pages ?**

Nous ne prétendons pas situer le recueil comme une histoire du PCF, des communistes. Les travaux historiques publiés à l'occasion du centenaire abordent ce chantier si contemporain que recherches, analyses, voire controverses, augmentent le savoir collectif. L'objectif est de présenter des extraits de discours propres à faire revivre la richesse de l'apport communiste, un patrimoine trop souvent occulté, censuré, ignoré dans l'histoire.

**Dans votre livre, qui a la parole ?**

Hommes et femmes militants, responsables politiques, à chaque séquence des cent ans écoulés, constituent un formi-

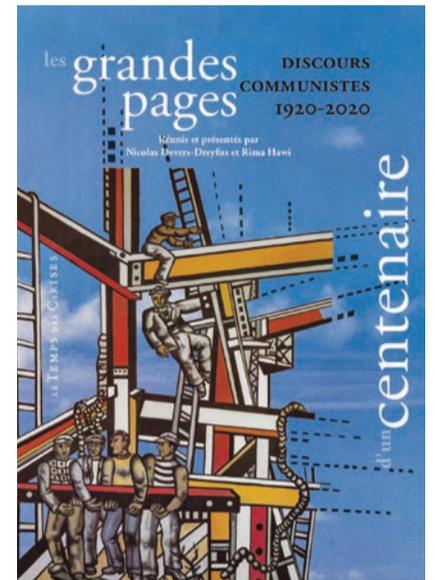
dable ensemble de lutteurs, de politiques, la plupart issus des couches populaires, ouvriers, paysans, employés, mais aussi savants et créateurs. Avant-guerre, ils ont été formés à la rude école de toutes les formes de répression. Les périodes d'illégalité alternaient avec l'activité au grand jour. C'est dans ces conditions qu'ils ont tous joué un rôle essentiel dans le Front populaire, la Résistance, les acquis de la Libération, les luttes anticoloniales. Une brève notice biographique présente chacun. Les Catalan.e.s, par parenthèse, y ont toute leur place.

**Quel est l'intérêt à donner tant d'importance à ces récits ?**

On découvre ces textes et la vie de leurs auteurs avec émotion. Et cela donne beaucoup à réfléchir sur la capacité créatrice qui est demandée aux militants d'aujourd'hui, au rôle très actuel des communistes pour favoriser le rassem-

blement et ouvrir des alternatives.

Propos recueillis par Ray Cathala



Les grandes pages d'un centenaire, Ed. Le temps des cerises 39€

## Johnny, un poème !

**Théâtre.** Retour sur une heure de bonheur passée en compagnie d'artistes et d'une pelleteuse !

Le TC reçoit cette invitation : « *La Cie Gérard Gérard et Rhapsodies Nomades sont heureux de vous inviter à une sortie de résidence pour présenter leur nouveau spectacle Johnny, un poème : une création originale sur la figure du chanteur populaire Johnny Hallyday autour d'une pelleteuse de 15 tonnes.* » Invitation peu commune, mais le propos attise ma curiosité. Arrivée dans la cour de la Casa Musicale, me voilà face à cet engin qui ne m'inspire



©Compagnie Gérard Gérard

Destiné à être joué dans la rue, c'est un spectacle à sensation forte.

pas beaucoup, je dois bien l'avouer. Et puis, Nono, le conducteur de la pelleteuse, arrive et d'une simple craie blanche dessine un sourire sur le monstre. Me voilà embarquée, j'ai dix ans, je souris. Cet énorme tas de métal devient quelque chose de tendre. Puis Alexandre Moisescot nous raconte un souvenir de gosse. Apparaît alors Chloé Desfachelles, et comme par magie, je suis propulsée dans l'imaginaire de Jean-Philippe Smet qui rêve d'un personnage qu'on appellerait Johnny. La musique, la voix puissante et incroyable d'Alexandre résonnent et tout devient évident. Je vais faire un bout de chemin avec cette légende à la française : Johnny. A la fois avec lui, avec ce qu'on pense de lui, ce qu'on a dit de lui. La légende devient humaine, attachante, drôle, accessible, insupportable, opportuniste peut-être.

**On a tous en nous quelque chose de...**

Même si le projet est en cours de construction, une œuvre en chantier, ce crash test, comme le présentent Alexandre et Chloé en accueil, est une véritable réussite.

Destiné à être joué dans la rue, c'est un spectacle à sensation forte. Il nous rend vivant, il fédère des gens curieux, des fans de Johnny ou pas, ou des amoureux du spectacle. Du théâtre populaire qui s'adresse à tous et qui selon toute invraisemblance réunit des textes d'Hernani de Victor Hugo au portrait de Johnny. Il fallait le trouver. Mais c'est à l'image de la présentation à laquelle j'ai assisté. Au-delà du travail incroyable de recherche, d'écoute d'interview qu'ont effectué ces artistes, il ressort un objet tendre, drôle, et qui fait du bien. Tout d'un coup on vibre avec les comédiens, les chansons de Johnny, mais aussi avec cette pelleteuse... Pour quelqu'un comme moi qui n'aime pas Johnny Hallyday, la surprise a été totale et heureuse.

Le travail continue, et au mois de mars la Casa Musicale les accueillera à nouveau en résidence pour finaliser la création. Pour le moment les compagnies cherchent encore des partenariats ou des mécénats pour rendre le projet viable. Un spectacle comme celui-là coûte des sous, oui c'est vrai, mais il vaut vraiment le coup.

Anne Guichet

## Josep primé

Josep, film d'animation signé Aurel qui retrace le parcours de Josep Bartoli, dessinateur, militant anti franquiste, vient de recevoir le prix Louis Delluc du premier long métrage. Il a aussi été primé par Les lumières, prix du meilleur film d'animation, prix de la meilleure musique de Silvia Perez Cruz.

Nous nous réjouissons de ces récompenses amplement méritées.

La Région Occitanie a décidé d'être à l'honneur avec la cérémonie Les lumières qui a attribué le prix du meilleur premier film à Deux de Filippo Meneghetti, le prix des meilleures actrices à Martine Chevalier et Barbara Sukowa pour ce même film, tourné dans l'Hérault et, comme Josep, soutenu par la Région.

# USAP : le trou d'air en plein vol

**Rugby à XV. Face à des Montalbanais très motivés, les Catalans s'inclinent (23-25). Raisons de la défaite**

**A**ller jouer dans la cuvette de Sapiac à Montauban n'a jamais été une partie de plaisir pour les troupes de l'USAP. Les Frères Jacques le savaient déjà, eux qui chantaient que l'équipe de Perpignan était battue évidemment quand elle se déplaçait à Montauban. Ce que faisaient les joueurs de Perpignan aux filles de Montauban, nous n'en parlerons pas !

Laissons plutôt Patrick Arlettaz, coach de l'USAP, nous parler de ce qu'auraient dû faire les joueurs de l'USAP à ceux de Montauban : « Apparemment tous nos joueurs n'étaient pas prévenus qu'ils allaient rencontrer des adversaires hyper motivés. J'ai trouvé qu'on n'était pas à notre niveau d'engagement ». De là à dire que certains joueurs ne se sont pas livrés à fond au cours de cette rencontre, il n'y a qu'un pas très facile à franchir.

## Un sentiment de supériorité ?

En général, et ce depuis le début de la saison, la première demi-heure des Catalans à l'extérieur est on ne peut plus catastrophique. L'USAP fonctionne en mode diesel pour accélérer à l'heure de jeu et passer devant, parfois en toute fin de match. C'est vrai lorsque le banc des remplaçants est bien fourni. Mais si, comme à Sapiac, manquent à l'appel deux secondes lignes trac-

teurs, sachant, d'autre part, que l'effectif en piliers est assez limité, il est, dès lors, impossible de remettre la machine USAP sur les rails et de remonter ce handicap dans les cinquante minutes restantes. Laisser 16 points d'avance à dix minutes de la pause à des adversaires morts de faim, est, dans ce cas, réhabilitaire. La victoire semble alors difficile à envisager. Patrick Arlettaz déplore que « dans la stratégie on n'a pas été bons, on a subi et on a été absents sur des périodes trop longues ».

Ajoutez à cela l'énerverment et la rigidité d'un arbitre dont les décisions, peut-être pas toujours heureuses, ont été contestées par certains joueurs catalans qui auraient mieux fait de se concentrer sur leur jeu à eux et non sur les lacunes éventuelles de l'homme en noir. Certains joueurs seraient-ils atteints de melonite ? La maladie qui fait que la tête gonfle rapidement lorsque vous êtes trop rapidement encensé ? C'est fort possible, ce que confirme le troisième ligne Karl Chateau : « On s'est vus plus beaux que ce qu'on était ». Aïe ! Le rendement de ces joueurs s'en ressent dans leur jeu, sur le terrain ils se défoncent moins... ou pas du tout. En clair ils s'économisent, sachant, pour certains, qu'ils quitteront le club en fin de saison pour un club plus huppé du Top 14. Mentalité navrante, s'il en est, qui

créée, bien évidemment, un malaise au sein de l'équipe. L'USAP leader, l'USAP domine ses adversaires, l'USAP en Top 14... « On n'est pas assez grands pour supporter cette pression médiatique » dénonce l'entraîneur en chef. Une équipe dominée dans la conquête autant en touche (perte de sept ballons) qu'en mêlée avec un pack adverse qui avançait régulièrement à cause d'une seconde ligne catalane pas très pousseuse et d'un axe droit de la mêlée affaibli, c'est la copie rendue par les sang et or qui se sont fait cabosser.

De plus des blessures en cours de match d'éléments importants de la ligne de trois-quarts ont fait que la machine USAP a pris l'eau sous la tempête de Sapiac.

Cette défaite (4e de la saison) ne sera, espérons-le, qu'un simple rappel à l'ordre pour cette équipe catalane qui a, tout de même, inscrit trois essais, n'en concédant qu'un seul et qui, malgré la défaite, reste meilleure attaque et meilleure défense du championnat.

Un mal pour un bien ? Mais il ne faut pas perdre trop de temps car Vannes, en tête, mène un train d'enfer et, derrière, Biarritz arrive à grandes enjambées.

Fins aviat !

Jo Solatges

## Macron la feinte

**R**emémorez-vous, la semaine dernière, les péripéties, les déclarations ministérielles et autres, la cacophonie gouvernementale, les propos journalistiques assurés. On va reconfiner ! Et on va reconfiner dur !

Un conseil de défense est programmé : la France retient son souffle, chacun est persuadé qu'il va falloir y passer et repasser. L'approche des vacances scolaires est une occasion : on ferme les écoles sans avoir à le dire et à les fermer. Mais ce sera du dur parce que la situation est grave. Ils vont parler ! Qui ? On ne sait pas. Véran a déjà tout dit : le variant anglais, le sud-africain, le brésilien, la montée lente et inexorable des chiffres inquiétants, le troisième confinement est une certitude... A qui la patate chaude ? Castex semble convaincu, certains ministres un peu moins. Son Éminence ne dit rien : parlera ? parlera pas ? Pour dire quoi ?

### Castex déboule

Et puis vendredi soir, ne voit-on pas débouler, par surprise, en catastrophe, le Castex à la télé. Il ne semble pas en grande forme. Il se prend les lunettes dans le masque. Il a le regard noir de celui qui vient d'avaler quelque chose qui lui a fait mal et il ne fera que le service

minimum pour dire qu'on ne change pas grand-chose, que la situation est moins pire que si elle était plus pire, que les centres commerciaux seront certes fermés, que les frontières le seront aussi, qu'il faut continuer à télé-travailler, à être vigilants... On confine ? On confine pas ? Un peu ! Pas tout à fait !

### Nous envoyer dans le décor

La feinte ! On s'attendait à un super confinement, on a une esquivé, pour réorienter le jeu dans une direction où l'on a quelques chances de surprendre l'adversaire. Dans nos terres de rugby, la feinte (de passe, de corps...) on connaît et elle a son utilité pour vous envoyer dans le décor. Et vous permettre d'atteindre le nirvana en franchissant la ligne de l'en-but.

Je ne suis pas loin de penser que le Macron, il a quelque chose comme cela dans la tête. Il est dans la mélasse. Même si la population fait preuve d'un civisme solide, observez le respect du couvre-feu, le port en général du masque, la poursuite des actions sociales, syndicales, politiques qui ne transigent pas avec les règles de distanciation. Même si les Français sont conscients qu'après les masques, les tests, le gouvernement est encore une fois en train de se rater

avec les vaccins, ils font avec le pouvoir élu, bien qu'il ne soit pas un paragon de démocratie. Ils poursuivent donc avec raison leur action politique...

### A la recherche d'une autre image

Et Macron aussi. En cherchant à apparaître, si ça marche, comme celui qui nous aura évité dans sa grande sollicitude un troisième confinement dont il n'est pas sûr qu'il ne nous ait pas fait péter les plombs, il se donne l'image d'un « lider » attentif et courageux, apte à nous soutenir dans l'épreuve. Il cloue le bec à tous les opposants et prépare sans doute des élections futures en misant sur ce qui est une aspiration unanimement répandue : sortir d'une vie de m... dans laquelle la pandémie nous enlise. Je pense que nous sommes nombreux à avoir compris que son souci n'est pas de proposer un monde d'après où nous sortirions du libéralisme sauvage et de la

loi du marché comme horizon indépassable. Ce sont là les lourdes bornes de son idéologie.

Par une telle feinte, il retrouve son naturel et son culot : paraître ce qu'il n'est pas, ne pas se gêner de tromper son monde, faire de son pouvoir la pierre angulaire de tous les pouvoirs et s'asseoir sur notre démocratie.

Jean-Marie Philibert



# ID. MÉTIERS

Le Guide en ligne  
de la Région  
pour **s'orienter**  
après le Bac !



À retrouver sur

**orientation.laregion.fr**

4/20/2021



[laregion.fr/parcours-emploi](http://laregion.fr/parcours-emploi)

